



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 18 DECEMBRE 2019

MONUSCO

Renouvellement du mandat :

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a prévu de se réunir demain à New York pour le renouvellement du mandat de la MONUSCO.

Une fois celui-ci adopté, nous l'étudierons attentivement et dès le début de l'année prochaine, la Représentante spéciale du Secrétaire général en République démocratique du Congo, et Cheffe de la MONUSCO, Leila Zerrougui, viendra vous en parler en personne pour la première conférence de presse de l'année 2020.

Attaques dans la région de Beni :

La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo et Cheffe de la MONUSCO, Leila Zerrougui, condamne les nouvelles attaques attribuées aux ADF dans la région de Beni qui ont fait 22 morts à Ntombi samedi et 12 morts à Kamango dans la nuit de dimanche à lundi.

Elle a souligné que ces attaques barbares sont orchestrées dans le but de briser la confiance de la population et de discréditer aussi bien les troupes des Forces armées de la République démocratique du Congo engagées dans la lutte contre les ADF que la MONUSCO.

La MONUSCO travaille à identifier les risques et les personnes à l'intérieur des communautés qui permettent à ces massacres de se poursuivre, en étroite coordination avec les FARDC et les forces de sécurité congolaises. A Kamango, les casques bleus ont mené des patrouilles conjointes avec les militaires congolais et la MONUSCO a également évacué vers Beni sept civils blessés dans l'attaque, dont un bébé.

Ces dernières semaines, la MONUSCO a intensifié ses activités conjointes avec les FARDC. Elle a aussi déployé un peloton supplémentaire de Police des Nations Unies à Beni, en appui du deuxième renfort de 200 policiers congolais arrivés récemment sur place pour sécuriser la ville et ses alentours.

Toujours à Beni, depuis deux semaines, des officiers de l'armée brésilienne, spécialisés dans les combats en jungle, forment des officiers et sous-officiers de la 2^e compagnie du 141^e bataillon des FARDC. Cette première phase de la formation qui va durer trois mois, concerne des officiers et sous-officiers FARDC qui seront des futurs formateurs. Ce sont au total 3 bataillons des FARDC qui sont concernés. Cette demande de formation des militaires congolais a été sollicitée par les FARDC. Et les éléments formés ont été sélectionnés selon les critères des Nations Unies qui impliquent le respect des droits de l'homme. La MONUSCO a fait appel aux spécialistes brésiliens en raison de leur expérience avérée dans le domaine des combats en jungle.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Ebola :

Après les attaques coordonnées contre les équipes de la riposte à Mangina et Biakato dans la nuit du 27 au 28 novembre, les agences des Nations Unies, la MONUSCO et le Département de la sûreté et de la sécurité (UNDSS) ont lancé un plan conjoint incluant la mise en place d'un pont aérien entre Beni et Biakato pour améliorer le soutien sécuritaire et permettre la pleine reprise des activités de lutte contre Ebola dans la zone, en coordination avec les autorités congolaises.

La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo et Cheffe de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), souligne qu'avec ce plan de sécurité renforcée, nous rassemblons les expertises de chacun pour offrir une approche holistique qui permette de soutenir les équipes de la riposte directement ciblées par les attaques.

La MONUSCO s'est engagée à renforcer les conditions sécuritaires nécessaires au travail des équipes de la riposte sur le terrain par l'augmentation du nombre de Casques bleus sur place, la construction d'une base sécurisée à Biakato et la mise en place de structures opérationnelles et de coordination à même de fournir le soutien sécuritaire réclamé par les équipes de la riposte.

Ituri :

Une délégation mixte Comité provincial de sécurité de l'Ituri-MONUSCO s'est rendue le samedi 14 décembre 2019 à Tchabi en territoire d'Irumu en Ituri, afin d'évaluer la situation sécuritaire dans la Chefferie de Banyali-Tchabi où la population dit craindre des incursions des ADF.

Les autorités congolaises et la MONUSCO ont promis de renforcer leurs positions dans la zone afin de contrer toute tentative d'incursion. Des patrouilles communes MONUSCO-FARDC sont également prévues.

La MONUSCO a entrepris depuis le 2 décembre 2019 des travaux de réhabilitation partielle de la piste de l'aéroport de Bunia, longue 1 850 mètres. Cette piste est parsemée de nids de poule et de trous qui exposent les avions à des accidents. Parmi les travaux à effectuer, il y a le remblayage des nids de poule avec de la limonite et du ciment, mais également le resurfaçage de tous les nids de poule sur l'axe central avec de l'asphalte, le nettoyage de toutes les zones des patins de tournage, du resurfaçage des zones de tournage entières avec de l'asphalte. Les travaux vont durer six mois.

Nord-Kivu :

Au Nord Kivu, du 17 au 18 décembre courant le Bureau conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme, les sections des Affaires civiles et de la Protection de l'enfant ont organisé à Goma un forum d'échanges en collaboration avec les forces de sécurité congolaise à savoir les FARDC, la PNC, l'ANR (Agence nationale de renseignements) et la DGM (Direction générale des migrations) ainsi qu'avec les autorités administratives et coutumières.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Les échanges ont porté sur les droits de l'Homme, le droit international humanitaire mais aussi sur la protection des civils notamment sur les responsabilités de l'Etat et sur le mandat de la MONUSCO. Les participants ont saisi cette occasion pour se pencher sur la coopération entre les FARDC et les casques bleus et ont fait le point de la situation sécuritaire dans le Nord Kivu.

En matière de protection des civils, la section des Affaires civiles de Goma a facilité la tenue à Nyanzale d'une réunion avec 23 acteurs locaux dont 6 femmes pour échanger sur la situation sécuritaire actuelle et des moyens d'atténuer l'augmentation des préoccupations liées à la protection des civils.

Les discussions ont porté également sur l'importance de renforcer la confiance et la coopération entre les parties prenantes locales afin de contribuer à la réduction et à la prévention des conflits pour mieux protéger les populations civiles.

Police MONUSCO :

La République démocratique du Congo s'est dotée d'un nouveau Plan d'Action Quinquennal 2020-2024 (PAQ 2) pour la réforme de la Police nationale congolaise.

L'atelier de validation de ce plan a eu lieu à Kinshasa la semaine dernière, avec l'appui technique et financier de la MONUSCO. Il a été clôturé le 12 décembre par le Vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et des Affaires coutumières, Gilbert Kankonde. Le plan offre un cadre d'actions étalé sur cinq ans pour les projets de réforme à entreprendre par les acteurs nationaux et internationaux dans le but de professionnaliser la Police congolaise et de lui permettre de remplir ses missions régaliennes.

Equipe pays

Kalehe :

Le Coordonnateur humanitaire des Nations Unies, David McLachlan-Karr, a exprimé sa vive préoccupation concernant les conditions de vie de plus de 2 000 personnes détenues dans le camp militaire de Nyamuyinyi et ses environs, suite aux opérations des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) dans la région de Kalehe, province du Sud-Kivu.

« Les autorités congolaises ont l'obligation de garantir le respect de la dignité humaine et des principes humanitaires », a-t-il déclaré, alors qu'au moins 21 personnes détenues, dont des enfants, ont succombé aux mauvaises conditions de vie dans ce camp.

Depuis plusieurs semaines, les Forces armées congolaises ont initié des opérations militaires dans des territoires de la province du Sud-Kivu. Ces opérations ont entraîné la capture de nombreux combattants et de leurs dépendants, des femmes et des enfants. Conditions d'hygiène insalubres, promiscuité, faible accès à l'eau, aux soins de santé et à la nourriture : des centaines de personnes détenues dans ce camp militaire sont malades, notamment des personnes âgées et des enfants.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

« La lutte contre les groupes armés implique aussi le respect du droit international humanitaire », a rappelé M. McLachlan-Karr, appelant les autorités congolaises à trouver des solutions humanitaires à court terme pour protéger les civils dans le cadre des opérations en cours.

Il a souligné la disponibilité des Nations Unies à soutenir les autorités dans ce processus pour garantir le respect des droits fondamentaux dans les opérations militaires contre les groupes armés en République démocratique du Congo. A cet égard, l'accès aux personnes ayant besoin d'une aide humanitaire est essentiel.

Choléra :

Le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) a publié une note d'information sur le choléra dans la province du Tanganyika. Chaque année, les victimes du choléra se comptent par milliers dont des centaines de morts.

Au cours des trois dernières années (de 2015 au 2018), la province a rapporté plus de 18 000 cas dont près de 300 décès. L'épidémie actuelle qui frappe le Tanganyika remonte à 2018. Bien que la tendance générale pour 2019 reste à la baisse comparée à l'année précédente, la situation reste très préoccupante, notamment dans les zones abritant les personnes déplacées internes et retournées où les conditions d'hébergement restent précaires à cause de la promiscuité et l'accès rare à l'eau potable. Cette note d'information est disponible sur internet.

Forêt :

Plus de 80 experts ont participé au lancement d'un projet novateur à Mbandaka, Chef-lieu de la province de l'Equateur, mené par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en partenariat avec le Fonds Mondial pour la Nature (WWF).

Le Programme Intégré REDD+ pour un développement résilient basé sur des moyens d'existence durable dans la province de l'Equateur (PIREDD Equateur) vise à appuyer les communautés locales dans la gestion durable des ressources forestières afin de lutter contre la déforestation.

La République démocratique du Congo (RDC) possède une superficie de 155 millions d'hectares de couvert forestier. Les forêts congolaises, au regard de leur grande étendue et de leur richesse exceptionnelle, sont une des locomotives du développement socio-économique et de réduction de la pauvreté des populations. Mais elles sont menacées de dégradation non seulement par des coupes non contrôlées, mais surtout par l'agriculture itinérante sur brûlis, l'exploitation illégale et les feux de forêts. Environ 532 000 hectares de forêt sont perdus chaque année, entraînant ainsi des pertes importantes en matière de biodiversité.

Dans le cadre de ce projet, la résilience des communautés vulnérables sera notamment renforcée à travers l'appui au développement des cultures de rente (café, cacao, palmier) et la gestion durable de 480 000 hectares de forêts communautaires.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Situation militaire :

(Par le lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire de la MONUSCO)

La situation sécuritaire demeure préoccupante surtout dans le territoire de Beni. Si les manifestations organisées fin novembre contre la MONUSCO se sont estompées par suite de moult appels à l'apaisement et au calme, la tension quant à elle persiste en raison de la poursuite des meurtres de civils perpétrés par les ADF. La Force de la MONUSCO reste plus que jamais engagée aux côtés des Forces de défense et de sécurité de la RDC en vue de mettre fins aux atrocités dont sont victimes les populations innocentes.

Sur le plan opérationnel, les principales informations sur la situation sécuritaire dans les différentes provinces se présentent comme suit :

Dans la province de l'Ituri, il s'observe une baisse significative des attaques et activités criminelles. La Force assure la sécurisation des camps de déplacés de Loda et de Roe ainsi que la protection des agriculteurs pendant cette période de récolte dans les fermes.

Dans le territoire de Beni, les manifestations de foule de fin novembre et début décembre se sont estompées. Cependant, les tueries erratiques de civils par les ADF se poursuivent avec pour but de semer la terreur et la psychose au sein des populations et de saper les efforts des Forces engagées dans la dure et pénible restauration de la paix dans le territoire. Les massacres des 14 et 15 décembre 2019 en sont une illustration. À la suite de ces attaques, la Force de la MONUSCO a procédé à l'évacuation par hélicoptère de certaines victimes de Kamango à Beni. Elle s'attèle en coordination avec les FARDC, la PNC et d'autres acteurs, à identifier au sein des communautés les complices des atrocités infligées aux populations.

Dans le reste de la province du Nord-Kivu, des mouvements de protestation en soutien aux populations de Beni ont été observés notamment à Lubero et Butembo. Les affrontements entre divers groupes armés (NDC-R, coalition Nyatura, FDLR et APCLS dans le territoire de Masisi) constituent une menace pour les populations civiles.

Dans la province du Sud-Kivu, la situation bien que stable demeure fragile. Les opérations des FARDC contre les groupes armés se poursuivent avec pour corollaire des déplacements de populations pour échapper aux représailles.

Au titre de la coopération civilo-militaire, les unités de Génie de la Force de la MONUSCO réhabilitent la route Aveba-Bukiringi (37 km) dans la province de l'Ituri. Ceci facilitera la circulation de la population locale et le transport de marchandises, améliorant ainsi les conditions de vie des populations. Elle facilitera en outre la mobilité de nos troupes dans le cadre de la protection des civils, ainsi que d'autres activités des acteurs humanitaires.

Enfin, il convient de mentionner la reddition de 65 éléments appartenant à divers groupes armés au cours de ce mois de décembre, portant à 4 632 le nombre d'ex combattants ayant déposé les armes en 2019.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28